

BULLETIN D'INFORMATION

#BOFVACCOLLECTIVITÉ

DANS CE NUMÉRO:

**Webinaire intitulé
« Vers des droits
exécutoires pour les
victimes d'actes
criminels au Canada »**
..... 2

**Lettres de
recommandation..... 3**

**Notre coin de la
recherche..... 3**

À venir..... 3

Rebonjour, communauté du BOFVAC! Comme toujours, nous espérons que vos proches et vous êtes en sécurité et en bonne santé alors que nous composons avec des mesures de lutte contre la pandémie à l'échelle nationale. Cet hiver, l'ombudsman et les membres de l'équipe ont été occupés à servir les victimes et les survivants d'actes criminels, à établir des liens avec des intervenants dans l'ensemble du système de justice pénale et à planifier notre webinaire sur le caractère exécutoire des droits des victimes, qui a eu lieu le 3 février dernier (plus de renseignements à ce sujet ci-dessous).

ACTIVITÉS ET CONSULTATIONS AVEC LES INTERVENANTS

L'ombudsman et la directrice générale ont tenu plusieurs rencontres au cours des derniers mois afin d'attirer l'attention sur les recommandations issues du rapport d'étape sur la Charte canadienne des droits des victimes (CCDV). En décembre, elles ont rencontré le conseiller spécial Ralph Goodale pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux du Canada dans le dossier du vol PS752. Au cas où vous ne l'auriez pas fait, allez lire la déclaration de l'ombudsman pour la Journée nationale de commémoration des victimes de catastrophes aériennes. En janvier, l'ombudsman et la directrice générale ont tenu une conférence téléphonique avec des unités policières de services aux victimes en Alberta afin d'écouter les préoccupations des fournisseurs de services concernant les compressions budgétaires dans les services aux victimes de la province. Par la suite, l'ombudsman a donné une présentation aux membres de l'Association canadienne de gouvernance de police, où elle a traité des recommandations issues de notre rapport d'étape sur la CCDV, plus particulièrement du rôle de la police dans l'explication aux victimes de leurs droits, et de la nécessité de mettre en place des formations et des pratiques tenant compte des traumatismes.



Le 4 février, l'ombudsman a été invitée à prononcer une allocution devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes au sujet de l'étude sur la question des conduites contrôlantes ou coercitives dans les relations intimes, aux côtés des conférencières Janine Benedet, Carmen Gill, Jennifer Koshan et Genevieve Isshak, de Hiatus House, et Andrea Silverstone de la Sagesse Domestic Violence Prevention Society.

Le 10 février, l'ombudsman a rencontré la commissaire de la GRC Brenda Lucki pour discuter du déploiement national de la carte des droits des victimes, comme nous le recommandions dans notre rapport d'étape sur la CCDV, de même que des plaintes des victimes fondées sur la CCDV et de la nécessité d'un formulaire de plainte distinct. Elles ont également discuté des comités d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles et de la façon dont la GRC luttait contre le racisme systémique.

Le 23 février, le BOFVAC a tenu sa troisième rencontre virtuelle avec le Cercle consultatif autochtone, qui a pris la forme d'une table ronde sur le racisme systémique au sein des services de police et sur le plan d'action national de l'Enquête sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées portant sur la violence à l'égard des femmes et des filles ainsi que des personnes bispirituelles autochtones. La conférencière Shirley Cuillierrier, conseillère spéciale de la lutte contre la traite de personnes, s'est également jointe à la rencontre pour discuter de la stratégie nationale du Canada en matière de lutte contre la traite de personnes. Nous avons hâte à la prochaine rencontre, qui se tiendra au début du mois de mai.



Shirley Cuillierrier, conseillère spéciale pour lutter contre la traite de personnes, se joint au CCA pour discuter de la stratégie du Canada pour prévenir la traite des personnes.

WEBINAIRE INTITULÉ « VERS DES DROITS EXÉCUTOIRES POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AU CANADA »

Pour ceux qui n'ont pas pu y assister : Le 3 février, le BOFVAC a tenu une séance de discussion sur le thème « Vers des droits exécutoires pour les victimes d'actes criminels au Canada ». Notre directrice générale, Nadia Ferrara, a animé l'activité dans le cadre de laquelle quatre éminentes expertes (Kathleen Dufour, Arlène Gaudreault, Melissa Heimerl et Marie Manikis) se sont jointes à l'ombudsman pour discuter d'une série de questions sur la responsabilité juridique et sur les répercussions du caractère exécutoire des droits des victimes. Nous remercions les quelque 600 participants qui y ont pris part! Nous encourageons tous les Canadiens à lire le rapport d'étape sur la CCDV et à écrire à leur député pour l'inviter à participer au mouvement #RévisezLaCharteDesVictimes. Nous espérons que vous vous joindrez à notre appel à l'action visant à renforcer les droits des victimes au Canada.



(Image : Capture d'écran du webinaire).
De gauche à droite : Rangée du haut : Dr. Nadia Ferrara, Arlène Gaudreault. Rangée du milieu : Melissa Heimerl, Kathleen Dufour. Rangée du bas : Marie Manikis, Ombudsman Heidi Illingworth.





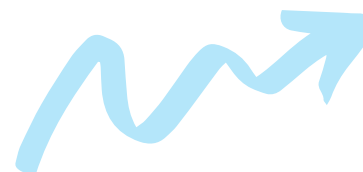
LETTRES DE RECOMMANDATION

Le BOFVAC s'est affairé à écrire des lettres de recommandation aux organismes fédéraux pour s'assurer que les victimes et les survivants d'actes criminels sont traités équitablement. Le 10 décembre, l'ombudsman a envoyé au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, l'honorable Bill Blair, une lettre sur la prévention de la victimisation attribuable à l'utilisation d'armes de poing. Le 22 janvier, nous avons reçu une réponse de la présidente de la Commission des libérations conditionnelles, Jennifer Oades, à notre lettre du 21 décembre portant sur la nécessité de fournir aux victimes des motifs écrits lorsque les conditions demandées par celles-ci n'ont pas été imposées dans le cadre de la libération conditionnelle d'un délinquant. De plus, nous avons écrit une lettre au ministre de la Justice et solliciteur général de l'Alberta, l'honorable Kaycee Madu, au sujet de la loi albertaine intitulée Victims of Crime and Public Safety Act.

NOTRE COIN DE LA RECHERCHE

Nous avons récemment publié dans notre coin de la recherche plusieurs mémoires et rapports relatifs à la victimologie rédigés par des spécialistes externes en la matière, comme notre mémoire intitulé Douleur chronique : l'expérience de victimes d'actes criminels au Canada et le document de Verona Singer intitulé Approches réparatrices et violence fondée sur le genre : Peut-on aller plus loin? Document de travail. Ne manquez pas les six autres rapports qui seront ajoutés au cours du prochain exercice.

À VENIR



Nous sommes heureux de vous donner un aperçu des nombreuses initiatives prévues pour les prochains mois!

Cercle de partage virtuel : Yukon

Nos déplacements sont restreints en raison des consignes sanitaires actuelles visant à limiter la propagation de la COVID-19, mais le BOFVAC prévoit respecter sa promesse de communiquer virtuellement avec les victimes d'actes criminels dans l'ensemble du Nord du Canada. Nous prévoyons tenir un cercle de partage virtuel à l'intention des résidents du Yukon pour échanger de l'information sur le travail de notre bureau et pour écouter les témoignages des résidents sur leur expérience à l'égard du système de justice pénale. Restez à l'affût pour connaître les résultats de cette activité!

Prochains webinaires

Encore une fois, nous remercions tous ceux qui ont participé à notre séance de discussion sur le thème « Vers des droits exécutoires pour les victimes d'actes criminels au Canada ». Nous prévoyons tenir un webinaire le 9 juin 2021 sur le thème « Défendre les droits des victimes et déraciner le racisme systémique ». La planification est en cours, alors restez à l'affût pour de plus amples renseignements!